



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2018-10 - Séance du 26 février 2018

ACTES

8. Domaines de compétences par thèmes

8.8 Environnement

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
28	21	24

Vote	
Pour	
Contre	
A l'unanimité	x

L'an 2018, le 26 février à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 20 février 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 20 février 2018.

Présents : Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice BASSO, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Séverine MONIN, Carole CONTENSEAU, David RIBEIRO, Régine SUAY, Philippe MARTY, Aline DESTAILLATS, Damien CORDEAU, Patricia VANGREVELYNGHE, François RODENAS, Elisabeth MAZOLLIER, Mélissa JODAR, Mickaël MARTINEZ, Ludovic DUCAMP, Jean-Luc DE LA CLERGERIE, Stéphane VIDAL, Anna ROMARA, Yves MICHEL.

Absents :

Thierry PERRIER, Sylvain FOUREL, Morgan SIMAR, Fabien PEETERS.

Absents représentés :

Alain SOULIER (pouvoir à Philippe MARTY), Olivier DURIX (pouvoir à Jean-Luc MEISSONNIER), Marie-Thérèse AMALVY (pouvoir à Régine SUAY).

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP .

N° DLM2018-10 – AUTORISATION DE DÉPÔT D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT DE PARCELLES COMMUNALES AU PROFIT DE MONSIEUR LE MAIRE DE BAILLARGUES

Monsieur Christophe KASZUBA, Adjoint au Maire délégué à la sécurité et à la prévention, explique que par délibération du 15 juin 2017, la Commune a autorisé GGL Aménagement à déposer une demande de permis d'aménager sur les parcelles communales cadastrées AW 78, 79, 81, 83, 86 et 185 en vue de la réalisation d'un programme de logements et de l'intégration du projet de l'EHPAD conduit sous maîtrise d'ouvrage du CCAS de Baillargues.

Au regard des contraintes environnementales qui sont attachées à la réalisation de ce programme en matière de protection des espèces de faune et de flore, et aux contraintes réglementaires relatives à la police de l'eau, il s'est avéré nécessaire de modifier certains partis pris d'aménagements, notamment en vue du nécessaire repositionnement du bassin de rétention sur l'emprise du projet.

Un nouveau dossier de demande de permis d'aménager sera donc déposé conformément à la prise en compte de ces contraintes. Le planning de réalisation de l'aménagement global de la zone peut en être modifié.

Dès lors, au regard de l'urgence attachée à la réalisation de l'EHPAD, il apparaît opportun tant sur le plan juridique qu'opérationnel, qu'il soit autorisé indépendamment du permis d'aménager. L'objectif étant d'en assurer la livraison dans un planning cohérent avec les besoins des résidents et des agents.

La conséquence est que la réalisation de l'EHPAD sera contrainte à l'obtention de ses propres autorisations en matière d'urbanisme, d'environnement et de réglementation dite « loi sur l'eau ».

A l'inverse, d'un point de vue des mesures compensatoires inhérentes à l'autorisation relative à la suppression d'espèces de faune et de flore protégées (arrêté préfectoral de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de faune et de flore protégées, n°DREAL-BMC-2016-342-01 du 7 décembre 2016), les mêmes contraintes s'appliquent à la zone, donc tant à l'EHPAD qu'au programme proposé par GGL Aménagement.

De même, l'autorisation de défrichement au titre de l'article L.341-3 du Code Forestier (DDTM 34 - Service Agriculture Forêt) est nécessaire à l'ensemble de la zone et donc en premier lieu au projet de reconstruction de l'EHPAD.

GGL Aménagement s'était vu conférer en ce sens, par délibération du 03 octobre 2017 l'autorisation de déposer une demande d'autorisation de défrichement pour toute la zone. Mais dans la logique de sécurisation de la réalisation préalable de l'EHPAD, il s'avère aujourd'hui nécessaire que cette demande d'autorisation soit portée par la collectivité.

De plus, dans une logique de cohérence environnementale, afin de traiter cette problématique de manière homogène sur l'ensemble de la zone (EHPAD et futur quartier G. BIZET), il apparaît pertinent qu'une seule demande de défrichement soit réalisée par la commune (propriétaire) sur l'ensemble du périmètre à aménager.

L'autorisation accordée à GGL Aménagement n'est donc plus justifiée et il est nécessaire de l'annuler.

Il convient en conséquence d'autoriser Monsieur le Maire de Baillargues à déposer la demande d'autorisation de défrichement pour un périmètre tel que défini sur le plan joint à la note de synthèse.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Christophe KASZUBA et après en avoir délibéré à l'unanimité, décide :

- **D'annuler** l'autorisation accordée par délibération n°2017-78, à la société GGL Aménagement, en vue de déposer une demande d'autorisation de défrichement ;
- **D'autoriser** Monsieur le Maire de Baillargues à déposer une demande d'autorisation de défrichement pour l'ensemble du secteur défini sur le plan joint à la présente ;
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour extrait conforme,
Le 27 février 2018,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture de l'Hérault le
- de sa publication

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Envoyé en préfecture le 27/02/2018

Reçu en préfecture le 27/02/2018

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20180227-DLM_2018_10-DE

